



Doc. 16205
23 juin 2025

Les enfants sans identité en Europe et dans le monde: un enjeu crucial pour les droits fondamentaux

Proposition de résolution

déposée par M. Régis BERGONZI et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La personnalité juridique, ou «droit à avoir des droits», est le support essentiel à toute protection dans un État de droit.

Bien que consacrée par plusieurs textes internationaux (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention relative aux droits de l'enfant), l'UNICEF estime que 166 millions d'enfants ne sont pas enregistrés. Cette situation les expose à la traite des êtres humains, à l'exploitation économique et à l'exclusion sociale.

Les causes de cette invisibilité juridique sont multiples: systèmes d'état civil inexistantes ou inefficaces, coûts d'enregistrement dissuasifs, difficultés d'accès aux services administratifs. En Bosnie-Herzégovine, des enfants roms se voient refuser des certificats de naissance en raison de l'impossibilité pour leurs parents de s'acquitter des frais hospitaliers. Les traditions culturelles, le faible niveau d'éducation des mères et les conflits armés qui détruisent les registres civils, exacerbent le problème. De plus, les enfants orphelins ou de parents inconnus, notamment parmi les migrants en Europe, rencontrent de grandes difficultés pour obtenir un état civil, compromettant leur reconnaissance et leur protection.

Devant une telle situation, il devient impératif de rechercher des solutions concrètes et efficaces. L'Assemblée parlementaire devrait plaider ainsi en faveur d'une adaptation des lois aux réalités locales, du déploiement d'unités mobiles pour enregistrer les naissances et d'une sensibilisation accrue des populations vulnérables. Elle devrait insister également sur la nécessité de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. De telles initiatives ne sauraient aboutir sans le soutien renforcé d'organisations telles que l'UNICEF. Enfin, la coopération régionale et l'intégration des registres civils dans des bases de données biométriques, apparaissent comme des leviers essentiels pour assurer une gestion harmonisée et efficace de la citoyenneté.

Conférer une identité légale à chaque enfant relève d'un impératif moral et juridique fondamental, garant d'une protection contre les abus et d'un avenir inclusif pour tous. Cette mission incombe au Conseil de l'Europe qui doit garantir sa mise en œuvre effective.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

BERGONZI Régis, Monaco, ADLE
ALCOBÉ Meritxell, Andorre, ADLE
ARATÓ Gergely, Hongrie, SOC
BRICO Christophe, Monaco, PPE/DC
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
COMA Bernadeta, Andorre, ADLE
COTTIER Damien, Suisse, ADLE
DURENNE Véronique, Belgique, ADLE
FRESKO-ROLFO Béatrice, Monaco, ADLE
GRÉAUME Michelle, France, GUE
HONKONEN Petri, Finlande, ADLE
JEVGRAFOV Aleksei, Estonie, ADLE
KERN Claude, France, ADLE
LYDEKA Arminas, Lituanie, ADLE
MINA Alice, Saint-Marin, PPE/DC
PASQUIER-CIULLA Christine, Monaco, PPE/DC
PERTEGHELLA Manuela, Royaume-Uni, ADLE
RENZI Nicola, Saint-Marin, ADLE
STAMATIS Georgios, Grèce, PPE/DC
ULLRICH Volker, Allemagne
VARDANYAN Vladimir, Arménie, PPE/DC
VOGELS Rian, Pays-Bas, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts